

La Gazette des Comores

*Paraît tous
les jours sauf
les week-end*

Quotidien Indépendant d'Informations Générales

23^{ème} année - N° 4393 - Mardi 06 Juin 2023 - Prix : 200 Fc

JOURNÉE MONDIALE DE L'ENVIRONNEMENT :

Des jeunes élèves à la découverte de l'environnement



LUTTE CONTRE LA PÊCHE ILLICITE, NON DÉCLARÉE ET NON RÉGLEMENTÉE

Les USA s'associent avec pays de l'Océan indien occidental

LIRE PAGE 3

Visitez le site de La Gazette
www.lagazettedescomores.com

17 Dhoul qua anda 1444
Prières aux heures officielles
Du 06 au 10 Juin 2023

Lever du soleil:

06h 22mn

Coucher du soleil:

17h 49mn

Fadjr : 05h 11mn

Dhouhr : 12h 10mn

Ansr : 15h 04mn

Maghrib: 17h 52mn

Incha: 19h 06mn



SOCIÉTÉ

Des jeunes reporters ont bénéficié d'une formation sur la presse écrite

Du vendredi 2 au samedi 3 juin, des jeunes reporters et des membres des clubs d'adolescents se trouvaient à la pension Le Cocotier de Fomboni Mohéli, pour une formation sur la presse écrite. Une formation qui fait suite à d'autres sur la radio et sur le Web, destinées aux mêmes bénéficiaires. L'objectif, selon les organisateurs, est d'aider les enfants à mieux s'exprimer sur des sujets qui n'intéressent pas souvent les adultes mais qui sont importants pour le bien-être de la société.

Une trentaine de jeunes reporters et des clubs d'adolescents viennent de bénéficier d'une formation en reportage sur la presse écrite. Un

projet de la direction générale de l'information en partenariat avec l'UNICEF, sous financement de l'Agence de coopération coréenne pour cette formation « mais pour les formations précédentes, il y avait les fonds japonais et d'autres partenaires financiers qui viennent d'entrer dans le système, parce qu'ils ont trouvé que c'est très intéressant de former les jeunes. C'est le cas de l'ambassade de France qui veut aussi être partie prenante de la formation » explique Kombo Soulaïmana, Directeur général de l'information.

La formation sur la presse écrite fait suite à des formations déjà réalisées sur la radio et sur le Web. L'objectif c'est d'aider les enfants à pouvoir mieux s'exprimer à travers les trois outils principaux de com-

munication de masse. « Le choix des jeunes est motivé par le fait qu'il y a des thèmes qui n'intéressent pas les adultes dont les thèmes de prédilection sont la politique et l'économie alors que la vie ne se résume pas seulement à cela. Il y a l'environnement, la santé et autres thèmes d'importance mais cela n'intéresse pas beaucoup les gens de notre promotion » estime le Directeur de l'information. En formant les jeunes dès leurs années scolaires, selon les organisateurs, il y aura la possibilité qu'ils soient intéressés dans ces domaines et réer en eux une vocation, « et ce sera un salut pour le monde si vraiment des thèmes importants sont abordés dans leur intégralité » croit Kombo Soulaïmana.

Parmi les jeunes formés, il y en



à ceux qui ont eu leur Baccalauréat et qui sont partis à l'université, d'autres sont encore dans leur scolarité, « on essaie de remplacer pour avoir plus ou moins un nombre constant dans chaque île » explique-t-il. Ils sont une trentaine de jeunes reporters et jeunes issus des clubs d'adolescents à Mohéli. À Anjouan

ils sont une quarantaine et à la Grande Comore une cinquantaine. « Les formations sont assurées par des vrais professionnels pour mieux les encadrer dans chaque formation » à tenu à préciser le Directeur général.

Riwad

COMMUNE DE MORONI

Une session très mouvementée à la Commune de Moroni

La Commune de Moroni a réuni son conseil municipal du 3 au 4 juin dernier au Foyer CASM de Moroni. Pour la deuxième fois cette année, le conseil municipal s'est donc réuni pour passer en revue les actions engagées par le bureau communal depuis le début de cette année 2023.

"*A cet effet, les travaux de la session, consisteront à vous présenter la*

situation des sept principaux axes de travail indiqués plus haut à travers les tableaux qui vous sont distribués. Pour des raisons diverses, ces présentations se suivront pendant les deux jours de la session, au lieu des trois jours initialement programmés » a tenu à éclaircir le Maire de la capitale lors de son discours d'ouverture.

Abdoulfatah Saïd et son bureau, ont mis en avant lors de cette session, des questions liées à la gouver-

nance, aux actions sociales des questions budgétaires entre autres pour faire connaître au conseil l'évolution des travaux au niveau de la commune. « L'objectif est de vous faire part de l'évolution réelle des activités et des difficultés rencontrées dans la mise en œuvre » a martelé l'édile de la capitale.

Appelés à travailler autour des sept thèmes choisis, certains élus ont montré leur désapprobation et l'un d'eux a fini par quitter la salle pour

dit-il « ne pas perturber les travaux » a lancé en signe de dépit Hamid Jaffar El-Macelie. Toujours est-il qu'après cet incident, les travaux ont repris et sont poursuivis le lendemain. « Nous avons passé en revue les principaux axes prioritaires du bureau communal. De la collecte des déchets, aux questions d'urbanisme en passant par d'autres sujets liés au développement de la ville. Nous avons compilés tous ces travaux dans un document que nous

allons envoyer aux élus pour avis, et nous attendons leur réponse d'ici à une semaine » a précisé la secrétaire générale de la commune Armia Mattoir dans son compte rendu qu'elle a fait après la clôture de la session dimanche dernier.

AS Badraoui

RÉGION INDIANOCÉANIQUE

L'AP-COI change d'appellation

L'Association des Parlementaires de la COI, l'AP-COI change d'identité et en revêt une autre. Il s'agit de l'Association des Parlementaires des Etats membres de la COI. C'est sous cette nouvelle identité qu'elle s'est réunie vendredi dernier à Maurice pour l'adoption des nouveaux statuts, son règlement intérieur et son plan d'action pour l'année en cours.

Désormais, l'Association des Parlementaires de la COI, l'AP-COI, arbore une nouvelle identité. C'est sous l'appellation d'Association des Parlementaires des Etats membres de la COI. Une nouvelle identité approuvée au cours d'une réunion des pays membres, tenue vendredi dernier à Ebène à l'île Maurice. « Ce changement d'appellation vise à mieux signifier l'implication des institutions que sont les Assemblées nationales dans le paysage régional », lit-on dans le communiqué de

presse publié à l'issue de la réunion.

Pour rappel, l'Association des Parlementaires des pays membres de la COI, rassemble les parlementaires nationaux des pays membres de la COI et entend – défendre les intérêts communs de la région – contribuer à la réalisation effective des idéaux de liberté – d'égalité – de paix et de sta-

bilité de justice ainsi que la promotion des droits humains – favoriser les contacts entre parlementaires des pays membres de la COI d'une part et, entre parlementaires des pays membres de la COI et ceux du reste du monde, d'autre part.

« Vous avez la légitimité démocratique pour accompagner la diplo-

matie des Etats membres et pour être aussi force de proposition sur les sujets de politiques publiques pour lesquels la coopération régionale constitue une valeur ajoutée : je pense ici à la santé publique, la sécurité maritime, à la mobilité en formation professionnelle, à la sécurité alimentaire, ou encore au développe-

ment de l'économie bleue, à la promotion des spécificités de nos Etats insulaires et, bien entendu, au renforcement des institutions démocratiques et à la stabilité régionale », a déclaré Vêlayoudom Marimoutou, secrétaire général de la COI.

Au cours de la réunion, il a été également question de l'adoption des nouveaux statuts et règlement intérieur de cette association mais aussi son plan d'action pour l'année en cours. « C'est dans cette veine qu'elle a déclaré son soutien aux priorités de la présidence comorienne de l'Union africaine et de la présidence seychelloise et de la vice-présidence mauricienne du Forum parlementaire de la SADC », précise le communiqué de presse. A noter que la redynamisation de l'AP-COI, soutenue par la COI, s'inscrit dans une logique de renforcement de la diplomatie parlementaire et des liens d'échanges, de collaboration et de plaidoyers communs entre les îles.

Maoulida Mbaé



Association des parlementaires de Etats membres de la COI.

JOURNÉE MONDIALE DE L'ENVIRONNEMENT :

L'importance de l'environnement montrée à des jeunes élèves

A l'occasion de la journée mondiale de l'environnement, la direction de l'environnement en partenariat avec le PNUD Comores, a organisé dimanche 04 juin une journée de visite avec des élèves afin de leur faire comprendre l'importance de l'environnement et également découvrir les sites historiques, écotouristiques et parc marin de l'île de Ngazidja.

La journée mondiale de l'environnement se fête chaque 5 juin dans le monde entier. Elle vise à encourager la sensibilisation et les actions mondiales en faveur de la protection de l'environnement. « Combattre la pollution

plastique », tel est le thème choisi pour célébrer cette journée. Aux Comores, la direction de l'environnement en partenariat avec le PNUD Comores, a organisé le dimanche 04 juin une journée de visite avec des élèves dans le but de leur faire comprendre l'importance de l'environnement. « Le lundi 5 juin, marque la journée mondiale de l'environnement. Mais, comme c'est un jour d'école, les enfants ne pourront pas faire cette visite. C'est pourquoi nous l'avons organisé ce dimanche. L'idée est de leur montrer l'importance de l'environnement car ce sont les futurs responsables de notre pays. Et vu le changement climatique qui préoccupe le

monde aujourd'hui, il est tout à fait primordial que nos enfants commencent à comprendre l'importance de l'environnement », explique Elamine Mbachezi, le directeur général de l'environnement.

Les élèves sont passés à Dzahani Tsidje pour voir un jeune qui recycle les plastiques en objets artisanaux, puis ils sont montés à Nyoubadjou un site appelé aussi Shongondounda situé en haut de Djoumoichongo et auront la chance de visiter des sites historiques, écotouristique avec une biodiversité et surtout de voir les tombes des anciens colons Léon Humblot et Charles Legros. Enfin ils ont visité le parc marin qui se trouve à

Simaboini dans le Mbadjini en passant par Itsoundzou où se trouve l'observatoire du cœlacanthe.

De son côté, le représentant adjoint PNUD Comores Fabrizio Andreuzzi a exprimé sa joie de partir sur le terrain et surtout être au contact de la nature. « C'est très important de partager cette journée avec vous les jeunes. Il faut comprendre que c'est vous les jeunes qui doivent réparer les erreurs de ceux qui ont pollué notre environnement. C'est-à-dire de mener ce combat contre la pollution plastique. Préserver cette nature pour un monde meilleur. Car c'est là que nous vivons tous, et si on ne prend pas soin de l'environnement, il

y'aura des conséquences sur la terre comme le réchauffement climatique, la pollution, et autres », dit-il.

Pour les enfants, c'est une première. « C'est ma première fois, je ne suis jamais venu ici. Tout ce que j'ai vu est vraiment intéressant », raconte Bilal Farid 9 ans classe de C1 maison des enfants. Et de poursuivre : « Nous avons vu les tombes de Léon Humblot et Charles Legros. On nous a raconté leur histoire, j'avoue que c'était très enrichissant. J'aimerais bien y retourner un autre jour ».

Nassuf Ben Amad

LUTTE CONTRE LA PÊCHE ILLICITE, NON DÉCLARÉE ET NON RÉGLEMENTÉE

Les USA s'associent avec pays de l'Océan indien occidental

Les Etats Unis rejoignent les pays de l'Océan Indien occidental dans la lutte contre la pêche illicite, non déclarée et non réglementée. Dans leurs bagages, une enveloppe de 227 000 de dollars, accordée à l'ONG anglaise, Blue Ventures pour la sensibilisation, la réforme des politiques, le développement d'une stratégie régionale de lutte contre la pêche illicite, non déclarée et non réglementée ainsi que le renforcement du réseau d'acteurs dans la sous-région.

Les pays de l'Océan indien occidental retrouvent un allié de poids dans la lutte contre la pêche illicite non déclarée et non réglementée (INN). Il s'agit des Etats-Unis dont la représentation diplomatique à Antananarivo annonce que leur volonté de s'associer avec les pays de l'Océan indien occidental dans cette lutte. Joignant l'acte à la parole, l'administration américaine à travers le Département d'Etat a débloqué une subvention de 227 000 dollars, destinée à financer des activités allant dans le sens de la lutte contre la pêche INN. Sur

cette question, l'ambassade des Etats-Unis à Madagascar et aux Comores s'est associé avec l'ONG anglaise de conservation marine travaillant depuis plus de 10 ans avec la communauté de pêcheurs de l'ouest de Madagascar, le ministère malgache de la pêche et de l'économie Bleue ainsi que l'institut halieutique et des sciences marines pour un symposium de trois jours chargé de développer une stratégie régionale de lutte contre la pêche INN.

Dans son allocution prononcée hier lundi à l'ouverture de ce symposium qui a réuni outre les experts de la pêche, des officiels, la société civile et le secteur privé de la région, le ministre malgache de la pêche et de l'économie bleue a souligné l'adhésion de son pays à ce travail. « Dans le cadre de l'amélioration de la gouvernance des pêches, nous nous sommes engagés à adhérer à l'initiative pour la transparence dans les pêches (FiTI), et aujourd'hui nous sommes devenus un pays candidat. Madagascar aura bientôt sa propre stratégie et un plan national de lutte contre la pêche INN et compte signer des accords de partenariat avec les ONG telles que Sea



Shepherd et Global Fishing Watch pour la mise en œuvre de ce document », a indiqué Tsimanaoraty Paubert Mahatante ministre malgache de la pêche et de l'économie bleue.

Pour la sous-secrétaire adjointe pour les Océans, la pêche et les affaires polaires du Département d'Etat américain Maxine Burkett, la lutte contre la pêche illégale, non déclarée et non réglementée est une priorité mondiale du gouvernement américain. « Nos ambassades dans les pays insulai-

res de l'Océan indien occidental ont fait de la pêche INN, un élément central de leur travail (...). Nous encourageons les autres nations de la région à envisager de rejoindre également la FiTI, et la région de l'Océan indien occidental pourrait devenir un leader mondial dans la mise en place d'une collaboration et d'une coordination accrues en matière de politique de la pêche », a-t-elle déclaré dans un message préenregistré.

Les ressources halieutiques contribuent à la sécurité alimentai-

re de millions de personnes dans le monde et sont particulièrement importantes dans les pays insulaires tels que : Madagascar, les Comores, Maurice et les Seychelles. Selon l'ONU, plus de 600 millions de personnes dépendent de la pêche et de l'aquaculture pour leur substance, mais cette ressource est menacée par la pêche INN.

Maoulida Mbaé

SITUATION AU SÉNÉGAL

L'ambassade des Comores à Dakar rassure les familles

Après quelques jours de forte tension suite au procès de l'opposant Ousmane Sonko, l'ambassadeur des Comores à Dakar tient à rassurer les familles aux Comores. «Aucun ressortissant comorien n'a été touché par ces événements et nous prions Dieu par la même occasion que le calme légendaire de ce pays revienne dans les meilleurs délais».

Bien qu'une accalmie soit observée depuis samedi 03 juin dernier, l'ambassade des Comores à Dakar se veut encore rassurante. Dans son intervention, le diplomate comorien à Dakar Ahmed Ben Saïd Jaffar tient à rassurer les familles aux Comores. « En ma qualité d'ambassadeur de l'Union des Comores auprès de la République du Sénégal, je dis aux familles qui sont aux Comores tout comme la communauté ici que les dispositions

nécessaires sont prises par l'ambassade en étroite collaboration avec l'association des étudiants comoriens au Sénégal pour demander à celle-ci d'observer la prudence nécessaire en pareille situation et de suivre scrupuleusement les consignes données faite par les autorités sénégalaise et les nôtres. À cet effet, aucun ressortissant comorien n'a été touché par ces événements et nous prions Dieu par la même occasion que le calme légendaire de ce pays

revienne dans les meilleurs délais » a-t-il souligné.

Pour mémoire, C'est depuis jeudi 1er juin dernier, date du jugement de l'opposant sénégalais Ousmane Sonko que les rues de Dakar et de plusieurs localités du Sénégal sont devenues le théâtre d'affrontements entre manifestants et forces de l'ordre. Ces altercations ont causé la mort d'une quinzaine de personnes selon le bilan officiel et 500 arrestations. Des dégâts maté-

riels sont enregistrés notamment des banques, des stations d'essences, des bus, des magasins dans certaines banlieues de Dakar. Des pneus brûlés et cailloux jonchent les chaussées. Quant à l'armée, elle est déployée devant les principaux édifices publics de la capitale. Jusqu'à hier lundi, Dakar reste toujours sous le contrôle des militaires et les activités des administrations tournaient au ralenti.

Andjouza Abouheir



UNION DES COMORES

Unité – Solidarité – Développement

MINISTRE DE L'ENERGIE, DE L'EAU ET DES HYDRAUCARBURES

PROJET D'ACCES A L'ENERGIE SOLAIRE AUX COMORES

UNITE DE COORDINATION DU PROJET

AVIS DE RECRUTEMENT

Le Projet d'Accès à l'Energie Solaire aux Comores recrute pour son **Unité de Coordination du Projet (UCP), un spécialiste en renforcement des capacités en énergie.**

Les candidats intéressés sont priés de prendre connaissance des termes de référence en envoyant une demande à l'adresse mail suivante : djaanfaree@yahoo.fr Cc : infospaesc@gmail.com ou de prendre connaissance des termes de référence à partir du lien ci-après : <https://soneleccomores.com/termes-de-references-pour-recrutement/>

Date de publication : 01 juin 2023

Date limite de dépôt des candidatures : 21 juin 2023 à 12h30 heure locale de Moroni

1. PROFIL REQUIS

Le spécialiste en renforcement des capacités en énergie de l'UCP devra :

(a) Avoir un diplôme universitaire de niveau supérieur (Bac + 5 années au moins) dans les domaines d'éducation suivante : **Énergie, ingénierie, économie de l'énergie, économie environnementale, économie de développement,**

(b) Disposer d'une expérience professionnelle de 5 ans au minimum en matière de conseil politique et de soutien aux programmes dans les domaines généraux de l'accès à l'énergie et des énergies renouvelables dans différents contextes de développement, de préférence pour l'énergie solaire

(c) Avoir au moins 5 ans d'expérience pratique et active dans la planification, la coordination et le pilotage ; dans un poste similaire sur le renforcement des capacités dans des projets financés par les partenaires au développement ou par le Gouvernement

(d) Avoir une connaissance pratique du français, une connaissance moyenne de l'Anglais

(e) Avoir une expérience professionnelle pertinente sur les activités de renforcement des capacités institutionnelle ;

(f) Avoir une bonne connaissance des ODD, de l'agenda 2063 de l'Union Africaine et le Plan Comores Émergent

2. PERIODE ET CRITERES DE PERFORMANCE

Le premier contrat sera d'une durée de 12 mois avec une période d'essai de 6 mois renouvelable une fois.

Si à l'issue de cette période de 12 mois, l'évaluation des performances est satisfaisante, le contrat sera d'un an, renouvelable selon les conclusions du rapport annuel d'évaluation de chaque année.

3. CONSTITUTION DU DOSSIER

1. Les candidats intéressés devront fournir un dossier complet composé de :

- Une lettre de motivation adressée à monsieur le Coordinateur de l'Unité de Coordination du Projet d'Accès à l'Énergie Solaire aux Comores ;
- Un curriculum-vitae actualisé ;
- Des copies certifiées conformes à l'original des diplômes, certificats et tout autre document attestant l'expérience professionnelle ;
- Une lettre d'engagement à déclarer tout conflit d'intérêt avant l'entrée en fonction ;
- Une copie de la CNI ou Passeport.

2. Bien plus, le candidat devra avoir un casier judiciaire vierge et ne devra pas avoir été révoqué de la Fonction Publique, de la Magistrature ou d'un organisme parapublic ou privé ;

Des renseignements complémentaires en rapport avec les compétences, l'expérience et l'éthique des candidats présélectionnés pour le poste pourraient être vérifiés ultérieurement.

Les dossiers de candidature seront déposés au **Secrétariat de l'Unité de Coordination du Projet PAESC, Route de Salimani – Sahara – Moroni**

4. CONDITIONS D'EMPLOI

- Le spécialiste en renforcement des capacités en énergie sera une personne physique et individuelle rattachée à l'Unité de Coordination du Projet ;
- C'est un poste individuel à temps plein ;
- Le spécialiste en renforcement des capacités en énergie est appelé à s'abstenir de toute situation qui pourrait le mettre en conflits d'intérêts dans le cadre de la mission qui lui est assignée.

FOOTBALL, COUPE DES COMORES

Djabal FC, la victoire au bout des souliers

C'est une première historique pour le club d'Ikoni. Pour la première fois de son histoire, Djabal FC remporte la plus prestigieuse des coupes aux Comores. Dans une rencontre qui s'est disputée au bout du bout, les coéquipiers de Deco ont remporté la coupe des Comores dimanche dernier au stade de Moroni (0-0, 4-2 tab) au dépend de Belle Lumière de Djoiezi.

Malmenés, très souvent dominés, les bleus d'Ikoni ont fait le dos rond pour finalement l'emporter au bout de la séance fatidique des tirs-au but (4-2). Djabal FC inscrit un peu plus son nom au palmarès du football comorien en remportant dimanche dernier le seul trophée qui manquait à son palmarès à savoir la Coupe des Comores.

Les habitants d'Ikoni attendaient cette victoire depuis plus de dix ans, la dernière fois que la ville a été sacrée sur plan natio-

nal remonte à 2012, quand la génération des Tchenko, Ansum a remporté le seul titre de champion des Comores. Depuis, le club a fait une longue traversée du désert qui l'avait mené en deuxième division avant de remonter il y a trois ans de cela. Toujours nominé mais jamais sacré, il a fallu l'arrivée en début de saison du coach Zainoudine Msoili qui a imposé une nouvelle ère de jeu pour que Djabal concrétise enfin ses rêves de remporter un titre majeur. Avec son adjoint Ahmed Chabane, le préparateur physique Adams et le coach des gardiens Lota, ils ont apporté le piquant qui manquait au club de Saïd Ali Sultan pour retrouver une certaine régularité.

Dimanche au stade de Moroni, malgré une domination nette des hommes de coach Matthaus, Djabal a su laisser passer la tempête pour finalement l'emporter lors de la séance fatidique des tirs-au-but. Avec cette victoire, c'est le doublé que



le club d'Ikoni vise. En effet, du 14 au 19 juin se tiendra au stade de Hombo la phase nationale du championnat des Comores de football. Représentant la ligue de Ngazidja, Djabal tentera de

défier les pronostics pour remporter le deuxième championnat national de son histoire face à des ogres comme Steal Nouvel ou encore Fomboni Club habitués à ces genres de rencontres.

Le 14 juin prochain, Djabal fera face à Fomboni Club pour son premier match avant d'affronter Steal Nouvel le 19 juin toujours à Hombo.

AS Badraoui

CULTURE

Une 2ème édition du « spectacle Ushababi » très festive

Ce samedi 3 juin, l'Alliance française de Fomboni a organisé la deuxième édition du « spectacle Ushababi » qui a réuni plusieurs jeunes de différents établissements scolaires. De la culture générale aux talents individuels, chaque groupe scolaire a rivalisé pour s'imposer et se hisser sur le podium. L'objectif était de réunir les jeunes scolaires dans des activités qui contribueront à leur développement culturel et feront émerger certains talents individuels.

C'est dans une ambiance très festive que les jeunes se sont retrouvés samedi 3 juin dernier à l'Alliance française de Fomboni dans le cadre de la deuxième édition du « spectacle Ushababi ». Concours d'épellation de mots,

questions pour un champion, théâtre, slam, poème, duo de prise de parole étaient au programme. Le lycée de Fomboni, l'école communautaire régionale de Fomboni (ECRF), les écoles privées IQRA, Franco-arabe, Maleze et Nouria School ont pris part à cet événement culturel. C'est ECRF qui a obtenu le premier prix du concours d'épellation suivi de Nouria school et IQRA, deuxième ex aequo.

« L'objectif était de réunir les jeunes scolaires autour d'activités culturelles qui pourraient leur servir dans leur vie et sortir un peu de la monotonie des chants » explique Isaac Abdou Malida le deuxième lauréat du concours d'Eloquence de l'océan Indien, édition 2023, et qui était l'animateur principal de cette journée.

« Je lance un appel aux jeunes

comoriens et comoriennes à aimer tout ce qui est culturel et de ne rien minimiser car on ne sait jamais. Moi, je n'ai jamais pensé qu'un jour je pourrais représenter mon pays à un concours d'éloquence, je ne prenais pas les choses au sérieux au départ jusqu'à ce que je me rende compte de la valeur que cela représente » a témoigné Isaac avant de poursuivre : « Nous espérons réunir encore beaucoup de jeunes pour la troisième édition l'année prochaine, mais avant cela nous comptons faire de Questions pour un champion une chronique hebdomadaire sur une chaîne de médias car nous avons constaté un très fort engouement des jeunes pour ce concours».

Riwad



La Gazette des Comores
BP 2218 Moroni - UNION DES COMORES
Tél. (269) 37-79-80 - 33 26 76

BULLETIN D'ABONNEMENT

Nom : _____
Prénom : _____
Adresse postale : _____ email : _____
Tél. : _____ Fax : _____ Mob : _____

Périodicité :
3 mois Montant : _____
6 mois Montant : _____
12 mois Montant : _____

Mode de règlement :
Espèces
Chèque n° _____
Virement bancaire réf. : _____

Moroni le _____
Signature : _____

Tarifs d'abonnement
(Valable à compter du 1er janvier 2015)

	Mensuel		Trimestriel		Semestriel		Annuel	
	FC	Euro	FC	Euro	FC	Euro	FC	Euro
Comores	4 500	9	12 500	25	25 000	51	50 000	102
Etranger	6 000	12	17 000	35	32 000	65	62 500	127



UNION DES COMORES

Unité – Solidarité – Développement



MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE, DE L'EAU ET DES HYDROCARBURES

PROJET D'ACCÈS À L'ÉNERGIE SOLAIRE AUX COMORES (P177646)

AGENCE D'EXECUTION DU PROJET (AEP)

AVIS DE RECRUTEMENT

Assistant(e) Administratif (ve) (AEP)

Le projet d'accès à l'énergie solaire aux Comores recrute pour son Agence d'Exécution du Projet, **un(e) Assistant(e) administratif (ve)**.

Les candidats intéressés sont priés de prendre connaissance des termes de références à partir du lien ci-après : <https://soneleccomores.com/>

Date de publication : 24 mai 2023

Date limite de dépôt des candidatures : 13 juin 2023, 14h00

1. Principales missions

Sous l'autorité et la supervision directe du Coordonnateur de l'AEP, l'Assistant(e) Administratif(ve) est chargé(e) d'une mission d'assistant(e) de direction qui consiste à aider le Coordinateur en le déchargeant des tâches administratives, gérer son agenda et tenir le secrétariat de l'AEP. L'Assistant(e) Administratif (ve) joue aussi un rôle d'interface auprès des divers interlocuteurs du Coordinateur.

Il(elle) réalise les tâches ci-après en conformité avec le Manuel Administratif et Financier.

Description spécifique des activités principales

Le/la titulaire du poste accomplit les tâches suivantes :

- Organiser et gérer les rendez-vous et l'agenda du Coordonnateur ;
- Réaliser la gestion administrative du courrier
- Mettre en place et gérer un système d'archivage, de classement et de suivi des dossiers administratifs du Coordonnateur et de l'AEP;
- Organiser les réunions de Coordination, préparer, rédiger, faire le suivi et mettre à jour les correspondances, saisir et distribuer les documents nécessaires à la tenue de la réunion;
- Assister le Coordonnateur lors des réunions ;
- Classement et d'archivage les documents de référence
- Classer les documents, informations et fonds documentaires d'une activité
- Assurer un accueil de qualité en veillant à la prise en charge des visiteurs;
- Préparer les correspondances et enregistrer les courriers Départ ;
- Distribuer les courriers imputés aux membres de l'équipe et assurer le suivi de leur traitement ;
- Préparer les missions du coordinateur et prendre les dispositions relatives à ses déplacements en assurant la liaison avec les autres services ;
- Saisir des documents numériques
- Tenir et mettre à jour les listes et adresses officielles utilisées dans le cadre des activités du Projet ;
- Concevoir et suivre le tableau de bord
- Effectuer toute autre tâche qui lui sera confiée par le Coordinateur dans le cadre des activités du projet.

2. Profil et qualification du Consultant

Cette mission nécessite un Consultant individuel répondant au profil ci-après :

Qualifications et expériences minimales requises :

Éducation et niveau de formation : Diplôme au moins égal à un Bac. + 3 années (licence)

Spécialités recherchées : Secrétariat/Assistanat de Direction, Gestion Administrative

Expérience dans le domaine ou les spécialités recherchées Cinq (5) années dont au moins 3 années dans un poste similaire au sein d'une institution ou d'un projet financé par les bailleurs de fonds internationaux ou d'organisme de grande envergure, expériences réussies et récentes

Autres Connaissances requises

Logiciels bureautique

Autres compétences nécessaires

Démontrer de l'écoute et de la disponibilité
Sens des priorités
Méthode de classement et d'archivage
Veille informationnelle

Bon esprit d'initiative
Excellente communication écrite et orale
Excellente capacité de synthèse
Faire preuve d'adaptabilité et d'ouverture au changement

Attitudes/valeurs exigées

Avoir le sens du service-client
Discrétion, confidentialité
Efficacité/Efficience
Intégrité/Honnêteté
Rigueur
Disponibilité
Réactivité

Critères de performance du poste :

- (i) courrier et correspondances gérés correctement
- (i) Notes des comptes rendus de réunions fournis dans les délais impartis ;
- (iii) Accueil des visiteurs ;
- (iv) Suivi des correspondances
- (v) Qualité de préparation et d'organisation des réunions ;
- (v) Archives des dossiers de la coordination ;

Les candidatures féminines sont fortement encouragées.

Le français sera la langue de référence pour la réalisation de l'ensemble des activités prévues dans le cadre de cette mission.

3. Localisation du poste, durée du contrat et installation

Le poste sera basé dans les locaux dédié au projet à Moroni aux Comores.

4. Durée du Contrat

Le premier contrat sera d'une **durée de 12 mois**, assortie d'une période **d'essai de 6 mois maximum**. Si à l'issue de cette période, l'évaluation des performances est satisfaisante, le contrat sera d'un an renouvelable selon les résultats de l'évaluation annuelle des performances.

5. Constitution du dossier

Les candidats intéressés devront fournir un dossier composé de :

- Une lettre de motivation adressée au Coordonnateur de l'Agence d'exécution du projet (AEP) ;
- Un curriculum-vitae actualisé ;
- Des copies certifiées conformes à l'original des diplômes, certificats et tout autre document attestant l'expérience professionnelle ;
- Une lettre d'engagement à déclarer tout conflit d'intérêt avant l'entrée en fonction ;
- Une copie de la CNI ou Passeport.

Bien plus, le candidat devra avoir un casier judiciaire vierge et ne devra pas avoir été révoqué de la Fonction Publique, de la Magistrature ou d'un organisme parapublic ou privé. Des renseignements complémentaires en rapport avec les compétences, l'expérience et l'éthique des candidats présélectionnés pour le poste pourraient être vérifiés ultérieurement.

Les dossiers de candidature adressés sous pli fermé avec la mention « **Candidature au poste d'Assistante Administratif de l'Agence d'Exécution du Projet** » seront déposés au Secrétariat de l'Agence d'Exécution du Projet **PAESC**, route de Salimani-Sahara-Moroni, Union des Comores, **au plus tard le 13 juin 2023 à 14 h 00 précises**.

6. Condition d'emploi

- L'Assistante Administratif sera une personne physique et individuelle rattaché à l'Agence d'exécution du Projet ;
 - C'est un poste individuel à temps plein ;
- L'Assistant(e) Administratif (ve) est appelé à s'abstenir de toute situation qui pourrait le mettre en conflits d'intérêts dans le cadre de la mission qui lui est assignée.